

**BLAISE AHOUCHEDE,** DIRECTEUR GENERAL DU GIM-UEMOA

## « La Bceao cède ses parts pour mieux se concentrer sur son rôle de supervision »

- Blaise Ahouantchédirige le Groupement interbancaire monétique de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Gim-Uemoa) depuis sa création, il y a treize ans. Dans cet entretien, il évoque la récente décision de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) non pas de se « désengager » du Gim-Uemoa, comme cela a été avancé, mais de céder progressivement ses parts au capital pour se concentrer son rôle de supervision et surveillance des systèmes de paiement. Blaise Ahouantchédirige aussi la question du partenaire technico-financier recherché, les ambitions du Gim et les enjeux de la monétique pour l'Afrique.

### Pourquoi la Bceao se désengage-t-elle de Gim-Uemoa ?

Le terme désengagement n'est pas approprié. En réalité, la Banque Centrale ne se désengage pas du Gim-Uemoa, je suis formel là-dessus. Parmi les missions statutaires de la Bceao, en tant qu'autorité de régulation, il y a la supervision et la sécurité des systèmes de paiement dans l'Uemoa. Maintenant, à côté de ses missions fondamentales, elle a des missions ou projets spécifiques (tel que le chantier monétique interbancaire régional incarné par le Gim-Uemoa), qui contribuent à l'amélioration de l'environnement de la politique monétaire et des affaires. Avec l'introduction de la monétique, qui n'est qu'une dématérialisation de la monnaie, le Gim-Uemoa a pour mission de gérer pour le compte de la communauté bancaire, un système de paiement qui assure l'interopérabilité et la compensation des opérations à l'intérieur de l'Uemoa. L'autre mission connexe, c'est d'impulser le développement des moyens de paiement par la fourniture de solutions à forte valeur ajoutée. La Bceao, elle, est garante du bon fonctionnement et de la sécurité des systèmes de paiement. Donc, si on dématérialise la monnaie, il faut aussi qu'elle continue à jouer son rôle. Bref, en termes clairs, la Bceao ne peut jamais se désengager du Gim-Uemoa. Il faut simplement rappeler, au



moment de la création du Gim-Uemoa, qu'on était dans un marché des paiements qui n'était pas mature. Et la Bceao, pour renforcer le système financier, était amenée à participer au capital de plusieurs Institutions de l'Union dont le Gim-Uemoa, ce qui n'est pas contraire à sa mission. Mais rien ne l'oblige à y rester ad vitam aeternam. Pour le cas du Gim-Uemoa, à un moment donné, elle avait donc jugé bon, et c'est nous qui l'avions demandé de le faire, de rentrer dans le capital pour accompagner son développement. Aujourd'hui, avec 117 banques, le Gim-Uemoa a

grandi, mûri et est devenu une Institution de référence à l'échelle régionale et voire internationale. Donc, avec cette maturité et l'évolution du marché des transactions financières digitales qui est adressé par plusieurs acteurs, la Bceao qui, pour impulser une dynamique et mieux organiser ce marché, se concentre sur son rôle de régulateur tout en veillant au fonctionnement efficient des systèmes de paiements.

### Qu'est-ce qui va concrètement changer dans le positionnement de la Bceao ?

En réalité, rien ne change dans

le positionnement de la Bceao vis-à-vis des acteurs comme le Gim-Uemoa. Il faut distinguer la relation institutionnelle de la relation capitaliste. La Bceao détient certes environ 52% dans le capital du Gim-Uemoa mais les 48% sont détenues par les banques et Institutions membres du Gim-Uemoa car les besoins d'investissement sont importants pour réussir le défi de l'inclusion financière chère aux Etats. Donc, même si la Bceao décide de réduire sa part dans le capital, il n'en demeure moins qu'elle continuera à jouer sa mission régalienne vis-à-vis du Gim-Uemoa qui est un véritable outil intégré de services publics.

### Quel est le profil du partenaire technico-financier recherché et quel sera son rôle ?

Je dois d'abord préciser que ce n'est pas tout à fait un partenaire technico-financier qui est recherché. On ne peut pas avoir 117 banques membres du Gim et rechercher un partenaire financier, elles sont tout naturellement là. C'est plutôt, un partenaire technologique industriel qui est recherché et ce n'est pas la Banque Centrale qui recherche ce partenaire, mais plutôt le Gim-Uemoa qui, dans son plan stratégique, a voulu s'attacher les services d'un partenaire industriel fort, pour faire face au défi technologique et de l'inclusion financière en apportant des solutions appropriées sur le marché. Ce partenaire doit être capable d'apporter au Gim-Uemoa toutes les solutions innovantes adaptées à notre environnement.

Mais nous insistons sur le transfert de compétences parce que nous avons besoin d'amplifier et

de maintenir l'expertise dans notre zone. Et tout doit être finalisé avant la fin de l'année ou au plus tard au premier trimestre 2017.

### Le Gim-Uemoa a-t-il l'ambition de s'étendre sur le reste de l'Afrique ?

Avec tous les acquis et la puissance technologique engrangés par le Gim-Uemoa, ce serait dommage que cela ne profite pas à toute l'Afrique. Les banques présentes dans notre zone sont pour la plupart des banques régionales également présentes dans d'autres parties de l'Afrique. Et du moment que nous avons une vision d'ouverture vers le reste de l'Afrique, la Banque Centrale va axer son partenariat avec le Gim-Uemoa sur le volet inter-opérabilité des différents des acteurs de la zone Uemoa. Aujourd'hui, il y a la libre circulation des personnes et des biens, mais il faut aussi que la monnaie électronique puisse circuler au sein de cet espace dans les meilleures conditions de sécurité. Le Gim-Uemoa veut anticiper le projet de monnaie unique de la Cedeao. Mais en attendant l'aboutissement de ce chantier, nous pourrions déjà assurer l'interconnexion des systèmes de paiement nationaux et régionaux et garantir la libre circulation des moyens de paiement issus des différentes régions. Cela va amener le Gim-Uemoa comme les autres systèmes à respecter les exigences des Banques Centrales en la matière.

### Quels sont les enjeux de la monétique en Afrique ?

Je voudrais d'abord souligner la nuance qui existe entre un moyen de paiement (qui est support d'accès aux avoirs du détenteur) et la monnaie électronique (qui est la dématérialisation de la monnaie fiduciaire). La Etat d'avancement du programme de soutien à l'accès à la

propriété immobilière qui facilite l'accès aux services financiers à valeur ajoutée comme le e-commerce, le paiement des factures, etc. Effectivement, c'est un grand enjeu actuellement, la gestion et l'usage de la monnaie électronique, dans la mesure où c'est un processus graduel à la fois d'inclusion financière et de bancarisation, parce que la majorité des transactions se font à travers cette monnaie. En 2015, 6000 milliards de FCfa de monnaie électronique ont transités dans l'Uemoa via le support téléphone portable communément appelé mobile. Les instruments de paiement sont des accélérateurs de l'économie si les Etats s'en approprient réellement. Le Gim-Uemoa compte y jouer un rôle de premier plan dans l'Uemoa mais aussi dans la Cedeao et voire en Afrique pour participer un tant soit peu à l'intégration africaine qui passera aussi par la libre circulation des moyens de paiements.

### Quel bilan tirez-vous du dernier salon monétique tenu à Dakar en juillet dernier ?

Nous avons organisé le Salon Monétique pour rapprocher les acteurs bancaires et non bancaires dont le dénominateur commun est le client, le consommateur, pour parvenir à une sorte de convergence dans l'approche à adopter dans le processus de développement des services financiers digitaux. Et ce salon a été un grand succès parce qu'il a permis aux régulateurs du secteur bancaire (la Banque Centrale), aux systèmes financiers décentralisés, aux banques, à tous les acteurs de paiement (Etablissements de monnaie électronique, sociétés de transfert d'argent, prestataires de services...) et au Gim-Uemoa, de voir comment réussir le défi de l'inclusion financière avec le téléphone portable. Ce salon a réuni plus de 34 pays des cinq continents, 3000 professionnels

et visiteurs.

### Vous parlez des opportunités qu'offrent ces nouveaux moyens de paiement, mais il y a aussi les défis qu'ils posent, notamment la sécurité. Comment appréhendez-vous ces défis ?

Pour nous, la sécurité, c'est une exigence. Nous avons un dispositif de conformité aux normes sécuritaires mondialement reconnues, qui ne se négocie pas. Tous ceux qui intègrent notre écosystème et qui doivent contribuer à garantir la confiance à cet écosystème sont obligés de respecter ce dispositif, sinon ils sont exclus de facto. Il y a également tout un dispositif juridique, normatif, technique, opérationnel et même financier pour garantir la sécurité des transactions, parce que vous ne pouvez pas gérer une plateforme où vous avez 117 banques, 6.000 points de services interconnectés et plus de 500 milliards de FCfa de flux traités, sans garantir la sécurité.

### La banque digitale commence à devenir une réalité en Afrique avec le lancement de Suntrust Bank par Dangote. C'est la voie à suivre ?

La banque digitale est devenue un enjeu fort. On est dans un mouvement qui à mon sens, est irréversible notamment avec l'avènement des nouvelles formes de monnaies comme le « bitcoin ». Je peux dire que la banque de demain sera à 80% digitale. Tout va être numérisé de bout en bout. Ce qui fait que toutes les grandes banques sont en train d'opérer un repositionnement stratégique dans ce sens. L'avenir est dans la digitalisation de nos économies, même les Etats sont obligés de s'adapter s'ils veulent garantir d'une part, une collecte efficace et efficiente des ressources fiscales et douanières, et d'autre part, une utilisation rationnelle de leurs ressources publiques.

## TRAIN EXPRESS REGIONAL 378 MILLIONS DE DOLLARS DE LA BID AU SÉNÉGAL

La Banque islamique de développement (Bid) va mettre à disposition une enveloppe de 557,4 millions de dollars pour appuyer des projets de développement dans cinq pays africains. Dans le détail, 378,6 millions de dollars seront accordés au Sénégal, pour le projet de train régional de Dakar reliant l'aéroport et le programme de réduction de la pauvreté. La Côte d'Ivoire recevra 89 millions de dollars, pour soutenir les efforts d'accès à l'eau et l'assainissement de la ville d'Abidjan. Le Cameroun bénéficiera, lui, d'un appui de 59,8 millions de dollars pour deux projets relatifs au projet de développement rural du district du Chari et le secteur de la transfusion sanguine. Enfin, trente millions de dollars iront à la construction du barrage de Kandadji, au Niger, et 17,8 millions de dollars au développement du centre national de cardiologie en Mauritanie.

APA

## USA 7 % DES AMERICAINS SANS COMPTE EN BANQUE

Plus d'un foyer américain sur quatre n'a pas de compte en banque ou est sous-bancarisé, et ce taux est encore plus élevé parmi les minorités et les personnes à faibles revenus, indique une étude bancaire publiée jeudi. Quelque 7 % des ménages américains ne disposaient pas de compte bancaire du tout en 2015, selon les derniers chiffres disponibles de la Federal Deposit Insurance Corporation (Fdic) qui assure les dépôts bancaires. Ce pourcentage est, toutefois, en diminution depuis 2011, date où il avait rebondi à 8,2% après la grave crise financière de 2008-2009. AFP